

Le sentiment d'appartenance au Grand Genève demeure problématique. Analyse des articles de presse et des discours politiques (2005-2017)

Grégory Tesnier

Abstract

Creating a strong feeling of identification within the transborder agglomeration "Grand Genève" seems very difficult. Since 2005, for the population, the collaboration between the canton of Geneva, the canton de Vaud and French departments of Haute-Savoie and Ain has remained an initiative which appears disconnected from any emotional attachment. Political, institutional and media discourses analysis describes a symptom of this situation.

Résumé

Le projet "Grand Genève" peine à créer autour de lui un sentiment d'identification fort. La collaboration entre le canton de Genève, le canton de Vaud et les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain reste depuis 2005 une entreprise qui apparaît lointaine et détachée de toute notion affective aux yeux de la population. L'étude des discours politiques et des textes institutionnels et médiatiques en lien avec le projet franco-valdo-genevois constitue ici un symptôme révélateur de cette situation.

Citer ce document / Cite this document :

Tesnier Grégory. Le sentiment d'appartenance au Grand Genève demeure problématique. Analyse des articles de presse et des discours politiques (2005-2017). In: Le Globe. Revue genevoise de géographie, tome 157, 2017. Le Grand Genève en quête d'identité. pp. 69-82;

doi : 10.3406/globe.2017.7707

http://www.persee.fr/doc/globe_0398-3412_2017_num_157_1_7707

Document généré le 25/01/2018

**LE SENTIMENT D'APPARTENANCE AU GRAND
GENEVE DEMEURE PROBLEMATIQUE
ANALYSE DES ARTICLES DE PRESSE ET DES
DISCOURS POLITIQUES (2005-2017)**

Grégory TESNIER

Université de Genève et Haute école de gestion de Genève

Résumé : Le projet "Grand Genève" peine à créer autour de lui un sentiment d'identification fort. La collaboration entre le canton de Genève, le canton de Vaud et les départements de la Haute-Savoie et de l'Ain reste depuis 2005 une entreprise qui apparaît lointaine et détachée de toute notion affective aux yeux de la population. L'étude des discours politiques et des textes institutionnels et médiatiques en lien avec le projet franco-valdo-genevois constitue ici un symptôme révélateur de cette situation.

Mots-clés : Grand Genève ; sentiment de coappartenance affective ; patrimoine symbolique identitaire ; identité collective ; analyse critique du discours.

Abstract : creating a strong feeling of identification within the transborder agglomeration "Grand Genève" seems very difficult. Since 2005, for the population, the collaboration between the canton of Geneva, the canton de Vaud and French departments of Haute-Savoie and Ain has remained an initiative which appears disconnected from any emotional attachment. Political, institutional and media discourses analysis describes a symptom of this situation.

Keywords : Grand Genève ; identity and sense of affective belonging ; symbolic identity heritage ; collective identities ; critical discourse analysis (CDA).

Comprendre les difficultés rencontrées

"Depuis quelques années, le Grand Genève est devenu un concept impopulaire, en particulier du côté suisse de la frontière", explique le magazine *Bilan* en avril 2017 sous la plume de Myret Zaki. Les racines du malaise semblent d'ailleurs anciennes. "Il s'avère que la période de 2010-2012 a été fatale au projet Grand Genève. Tout s'est conjugué pour favoriser un enterrement de première classe de l'idée même d'agglomération franco-valdo-genevoise (née en 2004-2005), à la fois sur le plan économique, politique et géopolitique", avance *Bilan*. En cause ? Citons, entre autres, toujours selon cette auteure, l'insécurité liée à la délinquance venue de France voisine et le recrutement massif de

frontaliers par les entreprises basées sur sol helvétique, tout cela dans un contexte économique devenu difficile en raison de la crise de l'euro ou de la fin du secret bancaire. Pour Myret Zaki (2017), "cette situation a créé un terreau propice au rejet (de la coopération transfrontalière) par la population locale". Cette opposition au Grand Genève se manifeste de façon concrète et spectaculaire quand, lors de la votation du 18 mai 2014, le peuple genevois rejette une loi ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement de plus de trois millions de francs pour participer au financement de la construction, sur territoire français, de cinq parcs relais. Ces parkings d'échange, dits P+R, censés répondre aux défis d'une circulation automobile de plus en plus dense et difficile, étaient "d'intérêt transfrontalier" comme le soulignait le texte de la loi. L'argument n'a pas fait mouche. Au contraire, on peut supposer un effet repoussoir auprès des citoyens. Et ceux-ci sont aujourd'hui rejoints dans leur scepticisme par une partie des autorités. De ce point de vue, une récente passe d'armes est révélatrice. Tout commence dans les colonnes de la *Tribune de Genève* en novembre 2016 : "Je n'aime pas tellement le terme. Pour nous Vaudois, le Grand Genève ne fait pas sens. Nous ne nous y retrouvons pas. C'est un modèle purement français. Cela ne correspond pas à la Suisse, au fédéralisme", assène le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis (Prieur, 2016). Son homologue genevois François Longchamp, piqué au vif, ne tarde pas à lui répondre, à peine quelques heures plus tard, par l'intermédiaire d'une interview sans indulgence dans les pages du *Temps* : "J'ai été surpris que Pascal Broulis s'exprime sur un dossier qu'il n'a jamais traité et tienne des propos qui révèlent une méconnaissance des enjeux. (...) Quant au choix du nom, le Grand Genève, il est issu d'une large consultation populaire et il a été entériné à l'époque par l'ensemble des partenaires, y compris le canton de Vaud" (Favre, 2016). Ambiance ! Mais que retenir de plus de ce vif échange entre deux politiciens qui, s'ils n'habitent pas le même canton, partagent pourtant une même maison politique libérale-radical ? Il faut y voir le symptôme d'un mal plus profond. L'espace urbain genevois en pleine expansion depuis des décennies reste handicapé par cet essor trop imparfaitement maîtrisé par les autorités et trop imparfaitement compris par les populations concernées. Ici, les échos médiatiques comme les mots politiques illustrent non seulement les divergences de vues des élites, mais encore celles des habitants. Ils caractérisent surtout une impasse identificatoire

dont l'origine remonte à loin. Au milieu des années 2000, soit dès les balbutiements du programme de rapprochement administratif des territoires situés sur les cantons suisses de Genève et de Vaud et dans les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, la démarche politique engagée a eu du mal à dire son nom et, concomitamment, à se faire connaître et reconnaître par les Annemassiens, les Genevois, les Gessiens ou les Nyonnais.

Avant l'arrivée de la formule "Grand Genève" en 2012, c'est l'adjectif néologique "franco-valdo-genevois" qui a servi à désigner un projet d'intégration qui, pour réussir, mise sur plusieurs éléments précis. Ses facteurs de succès ? L'histoire commune ancienne des espaces géographiques dont il est question, leur environnement naturel partagé et leurs relations économiques, culturelles et sociales étroites, même si ces dernières restent déséquilibrées. Toutes ces données manifestent des formes d'interdépendance certaines. Elles apparaissent également comme des sources identificatoires nécessaires, mais non suffisantes, au cœur des discours officiels produits par les autorités responsables et relayés par les médias écrits locaux. Si le travail de communication politique consiste en effet ici à construire et à développer, entre autres, un "sentiment de coappartenance affective" (Chebel, 1998:79) à une communauté, force est de constater que cette mission a échoué. Le "voyage" de l'information identitaire franco-valdo-genevoise du discours politique au discours médiatique n'est en effet pas de tout repos depuis un peu moins de quinze ans.

Deux niveaux d'analyse précis (Tesnier, 2016:28), issus d'une étude plus globale sur le traitement de l'information identitaire par les médias écrits dans le cas du projet franco-valdo-genevois (Tesnier, 2016), confirment les difficultés rencontrées pendant ledit "voyage". Citons d'abord, premier niveau d'analyse, l'étude des textes médiatiques, mais aussi politiques et institutionnels locaux qui ont participé au lancement du projet franco-valdo-genevois durant la période 2005-2008. Ensuite, deuxième niveau d'analyse, sur un intervalle d'années plus long, l'examen des seuls articles journalistiques du *Temps* ou du *Monde*, publications fortes d'une "neutralité" identitaire (le public-cible de ces quotidiens n'est pas spécifiquement franco-valdo-genevois), se révèle précieux pour observer la réalité communicationnelle globale du Grand Genève.

Un dispositif discursif peu efficace en termes identificatoires

En premier niveau d'analyse donc, le traitement de l'information identitaire propre au projet d'agglomération transfrontalière par les médias écrits de la région franco-valdo-genevoise entre 2005 et 2008 montre que ces journaux n'ont pas contribué à traduire et à diffuser un sentiment d'appartenance fort pour le territoire unifié qui, avec pour centre Genève, va de Nyon à Annemasse et ses environs (fig. 1). Quarante-quatre articles, français et suisses, relatifs au projet ont été analysés sur cette période (Tesnier, 2016:258). Ces articles, dont quelques extraits seront cités par la suite, correspondent à la presse locale payante (Le Floch, Sonnac, 2007:37) établie dans le canton de Genève ou dans les territoires immédiatement limitrophes et dont le "lecteur-modèle" (les médias anticipent le fait qu'ils s'adressent à un lecteur spécifique, le "lecteur-modèle" qui représente le public-cible ; Eco, 1989) est un habitant de ces zones géographiques.



Fig. 1 : Photo prise du Salève face à la chaîne du Jura, montrant une partie du Bassin genevois. On note la ceinture verte et agricole du canton de Genève, parsemée de serres, et entourant l'agglomération genevoise, relativement compacte (© Genève Tourisme)

On trouve alors les titres suivants dans le corpus examiné : *24 Heures* (quotidien vaudois), *La Côte* (quotidien nyonnais), *La Tribune de Genève* (quotidien genevois), *L'Express* (magazine français avec un cahier régional pour la Haute-Savoie et le Pays de Gex), *Le Point* (magazine français avec un cahier régional pour la Haute-Savoie et le Pays de Gex), *Le Dauphiné Libéré* (quotidien haut-savoyard), *Le Messager* (hebdomadaire haut-savoyard) et *Le Faucigny* (hebdomadaire haut-savoyard) (Tesnier, 2016:29). Dans le détail encore, toujours entre 2005 et 2008, tous les textes politiques et institutionnels observés – documents relatifs à la communication externe officielle du projet d'agglomération franco-valdo-genevois (communiqués et dossiers de presse, rapports et discours des élus) – révèlent que les autorités responsables ont créé un dispositif discursif peu efficace en termes identificatoires pour parler du projet franco-valdo-genevois. Ce dispositif discursif, que l'on va décrire plus loin, a été repris quasi tel quel par les médias écrits locaux, et c'est bien cela qui détonne le plus. En effet, ces médias n'ont a priori pas intérêt à agir de la sorte. Si on suit leurs "contrats de lecture", ces contrats implicites qui lient des journaux et leur lectorat (Gonzales, 1996:52 et 56) (Veron, 1998:16), ils ne devraient pas être de simples "suiveurs" du discours politique, mais, au contraire, des "traducteurs" de ce discours, et ce en fonction de leur public-cible. Une situation presque ubuesque se fait alors jour : les responsables politiques et les journalistes s'engagent dans des processus narratifs assez vides. Le projet franco-valdo-genevois devient un thème éditorial récurrent alors même que, dans les articles publiés, ces enjeux sont décrits, à travers le "patrimoine symbolique identitaire" utilisé (Tesnier, 2010), comme lointains par rapport aux groupes d'appartenance des "lecteurs-modèles".

Cette notion de "patrimoine symbolique identitaire" est centrale dans l'analyse des textes effectuée conformément aux exigences de l'analyse critique du discours (CDA) (Petitclerc, 2009:18) et sous les différents angles que sont le contexte social (macro), le contexte de discours (méso) et le contexte textuel (micro) (Koller, 2009:74 et 77). Partant de cette CDA, de cette volonté de déconstruire les rapports sociaux de pouvoir et les idéologies tels qu'ils se manifestent dans le discours (Wodak, 2009), un dispositif méthodologique ad hoc (Tesnier, 2016:90) utilise une "axiologie du patrimoine" (Heinich, 2009:233) au niveau de l'analyse textuelle (niveau micro) et, ainsi, offre un cadre d'observation et de

déconstruction efficace du "patrimoine symbolique identitaire". Concrètement, le "patrimoine symbolique identitaire" s'apparente à des "déclinaisons de l'âme" (Thiesse, 2001:14) des "identités collectives" (les "identités horizontales" décrites par Bruno Ollivier (2007:131)). Le "patrimoine symbolique identitaire" correspond alors à un ensemble d'actifs matériels et immatériels (Barrère et al., 2005:15) indispensables pour créer et consolider un "sentiment de coappartenance affective" et, en conséquence, le processus d'identification et "l'identité collective" elle-même.

Six expressions pour désigner le territoire...

Pour revenir aux textes politiques, institutionnels et médiatiques analysés dans le cadre de l'étude de "l'enfance" du projet franco-valdo-genevois (2005-2008), il faut distinguer, dans l'examen des discours, le patrimoine symbolique identitaire "inventé" et le patrimoine symbolique identitaire "traduit". Dans le premier cas, le "patrimoine symbolique identitaire" est "inventé", car il est le fruit des interactions entre les acteurs sociaux dans la sphère publique (Fraser, 2001:125-156) : il s'agit du patrimoine symbolique observable dans les écrits institutionnels et politiques. Dans le deuxième cas, le "patrimoine symbolique identitaire" est "traduit", car il est issu d'une médiation (Macé, 2006:134-135) opérée par un média écrit entre la sphère publique et le public-cible, représenté par le lecteur-modèle.

Dès lors, les messages identitaires – patrimoine symbolique identitaire inventé – diffusés par les responsables du projet politique franco-valdo-genevois s'incarnent essentiellement dans six expressions (mots et groupes de mots), comme autant de moyens destinés à représenter le territoire franco-vado-genevois dans son ensemble : "agglomération franco-valdo-genevoise", "espace transfrontalier", "partenariat franco-valdo-genevois", "la région genevoise", "agglomération compacte, multipolaire et verte" et "bassin de vie". Ces patrimoines symboliques inventés sont certes capables de désigner un territoire étendu sur deux pays, deux cantons, deux départements et plus de deux cents communes, mais ils ne possèdent pas, dans leur majorité, les qualités nécessaires pour agir efficacement au cœur d'une hypothétique identité franco-valdo-genevoise en développement (Tesnier, 2016:256). Ces expressions, à une exception près (le syntagme "région genevoise" et ses dérivés), ne représentent pas un

groupe d'appartenance (un endogroupe) (Bourhis, Gagnon, 1994:716), mais davantage un groupe extérieur, lointain (un exogroupe). On peut lire ainsi dans un dossier de presse de 2005 que "l'agglomération franco-valdo-genevoise constitue une entité urbaine transfrontalière liée par de fortes interdépendances" ou, dans un communiqué de presse de 2007, que "les acteurs et partenaires du Projet d'agglomération sont engagés depuis plus de deux ans dans une démarche d'aménagement concerté du territoire à l'échelle transfrontalière". Dans un rapport de 2007, il est question d'un "bassin de vie transfrontalier (qui) se construit, se structure et se développe", tandis que la Charte d'engagement du 5 décembre 2007 affirme que "le Projet d'agglomération est partenarial". Les exemples seraient à multiplier encore et encore. Le "patrimoine symbolique identitaire" observé dans ces discours politiques et institutionnels s'apparente davantage à du langage technocratique, plutôt qu'à des "déclinaisons de l'âme" de "l'identité collective" franco-valdo-genevoise.

Un territoire qui semble sortir de nulle part

Du côté des discours médiatiques maintenant, et à l'aune du contrat de lecture de chacun des titres de presse étudiés et en fonction de leur "identité discursive" (Rieffel, 2005:41) et de leur zone géographique de rattachement respective, les textes publiés entre 2005 et 2008, dans leur grande majorité, ont "traduit" le patrimoine symbolique inventé par les responsables politiques et institutionnels du projet franco-valdo-genevois pour désigner – du reste comme les responsables politiques eux-mêmes – un territoire qui semble sortir de nulle part et dont on doit tout le temps justifier l'existence. Ce territoire est vu comme tout, sauf comme un territoire d'appartenance. Ce constat est vrai pour tous les titres de presse, suisses et français, et pour toutes les années étudiées. Chacun d'eux parle avant tout à son lecteur-modèle, par exemple à un lecteur habitant et s'identifiant à la Haute-Savoie ou à un lecteur habitant et s'identifiant au canton de Genève. Dans ce calcul, le territoire franco-valdo-genevois ne rentre pas en ligne de compte.

Le Dauphiné Libéré affirme ainsi en 2005 que "le projet d'agglomération franco-valdo-genevois rassemble une multitude de partenaires". *Le Messager*, la même année, parle de "renforcer la coopération transfrontalière". *La Tribune de Genève*, en 2006, s'interroge : "Quelles sont les leçons à tirer du débat sur l'avenir de la région franco-

valdo-genevoise ?". *Le Dauphiné Libéré* répond un peu plus tard que "l'ambition (...) est de proposer des actions concrètes et opérationnelles afin d'améliorer au quotidien la vie des habitants du bassin de vie transfrontalier". *La Tribune de Genève*, en décembre 2006, admet que "le sentiment 'antisuisse' a (...) gagné du terrain. La plupart des élus français en minimisent l'importance. Beaucoup craignent que la polémique ne mette en péril le laborieux rapprochement opéré ces dernières années entre Genève et sa grande couronne" (Jourdan, 2006). Quelques mois plus tard, le même journal se réjouit pourtant du fait que "la France a admis qu'une capitale étrangère, Genève, pouvait servir le développement d'un espace situé sur son territoire" (Jourdan, 2007). Ce qui n'empêche pas *Le Dauphiné Libéré* de se questionner à son tour en 2007 : "La grande agglomération transfrontalière est-elle une réalité ?". Le journal *24 Heures* insiste pourtant, toujours en 2007, sur la nécessité de "créer une métropole verte, éviter la dispersion de l'habitat, favoriser les transports publics et assurer la cohésion sociale et économique de l'ensemble". Entre les doutes à peine voilés, les craintes clairement exprimées et le langage technocratique observé (à la suite du monde politique), l'utilisation du "patrimoine symbolique identitaire" dans les médias écrits pendant la période 2005-2008 n'illustre pas, à son tour, tant s'en faut, des "déclinaisons de l'âme" de "l'identité collective" franco-valdo-genevoise.

Les problèmes franco-valdo-genevois

En complément des informations liées à la notion de "patrimoine symbolique identitaire", le passage par l'étude du traitement de la question franco-valdo-genevoise par les journaux de référence *Le Temps* et (dans une moindre mesure) *Le Monde* – non seulement pendant la période 2005-2008, mais également au cours des années 2012-2016 (2012 est l'année de la signature de la deuxième charte d'engagement franco-valdo-genevoise qui lance le "Projet d'agglomération 2^{ème} génération" ; 2012 voit aussi l'apparition du terme "Grand Genève" pour désigner officiellement le territoire) – constitue un deuxième niveau d'analyse intéressant pour examiner l'évolution des actes de communication politiques et médiatiques propres au projet franco-valdo-genevois.

Tout comme *Le Monde*, le journal *Le Temps* – y compris dans ses pages "régionales" – s'adresse à un lectorat-cible qui correspond à une aire géographique plus large que le seul territoire franco-valdo-genevois

(Borruat, Cornu, 2007:68,110). Dans cette perspective, il n'a, a priori, aucune raison de restituer, dans ses articles, les mots ou groupes de mots considérés comme du patrimoine symbolique inventé avec une volonté discursive, consciente ou inconsciente, d'en faire un facteur de représentation identitaire impliquant un sentiment de coappartenance affective pour son lecteur-modèle. L'ambition ici est uniquement descriptive, et ce de façon tout à fait logique et compréhensible si l'on tient compte de la notion de "contrat de lecture".

Dès lors, il apparaît que s'intéresser au journal *Le Temps*, ainsi qu'au journal *Le Monde*, et au traitement journalistique que ces deux médias ont réservé, depuis le début des années 2000, aux avancées, mais aussi aux difficultés du rapprochement politique entre le canton de Genève et ses territoires voisins, permet de dégager une impression générale : globalement, dans ces deux quotidiens, on parle davantage des problèmes franco-valdo-genevois, plutôt que des espoirs ou des réalisations concrètes et positives franco-valdo-genevoises (Tesnier, 2016:298). Les pierres d'achoppement sont multiples, durables et se situent dans les domaines du logement, de l'immobilier, de l'éducation, du commerce, de l'environnement, de la santé, de la sécurité, de l'économie, des assurances, de la mobilité, de l'agriculture ou de la finance. Côté français, la proximité du "paradis suisse", de cet "eldorado", "n'a pas que d'heureuses conséquences" pour Annemasse, Thonon-les-Bains, Ferney-Voltaire ou Divonne-les-Bains, comme le souligne *Le Monde* dès septembre 2005. L'exaspération latente s'illustre à merveille aussi dans certaines prises de parole repérées dans *Le Temps* ou *Le Monde*. Il y a celle par exemple de la municipale nyonnaise Fabienne Freymond Cantone en 2012 dans *Le Temps* : "Jusqu'à Nyon, les gens sont effectivement orientés vers Genève. Mais au-delà, ils regardent plutôt vers Lausanne. Ils ne se reconnaissent pas dans l'identité genevoise. (...) Le 'Grand Genève', ça ne parle pas aux gens qui ne vivent pas au centre-ville. Enfin, le problème, c'est que nous, les Nyonnais, devons aller chercher de l'argent à Lausanne, devant le Grand Conseil. Comment voulez-vous y débloquer des fonds pour le 'Grand Genève' ? C'est impossible" (Favre, 2012). Il y a aussi ce témoignage sidérant "d'un Français travaillant en Suisse" qui se plaint, dans l'édition du *Monde* du 23 janvier 2013, de l'ambiance oppressante qui règne dans la zone frontalière : "Il n'est pas rare que seuls les véhicules avec des plaques françaises soient vandalisés pendant la nuit (à Genève).

Sur la route, nos voitures se font souvent klaxonner. Un garagiste à Genève a même refusé de réparer mon véhicule en panne, au prétexte qu'il ne s'occupait pas des 'frouzbaques'" (Barthet, 2013).

Tout ceci correspond à des difficultés sociales, économiques, pratiques ou techniques qui engendrent en conséquence un climat délétère (ou peut-être celui-ci existait-il déjà au préalable ?) entre les habitants des territoires genevois, vaudois et français et, même parfois, entre les élites politiques, intellectuelles ou économiques concernées. C'est du moins le sentiment qui transpire à la lecture du *Monde* et du *Temps*. Une nuance tout de même face à ce jugement : à certains moments, on peut entendre, perdues entre les lignes d'un article ou égarées au milieu de papiers alarmistes, des voix qui font le panégyrique de la région et qui croient plus que tout à la construction franco-valdo-genevoise. En mars 2015, un collectif d'auteurs, venus du monde politique – toutes tendances confondues –, de l'université et du monde de l'entreprise, s'alarme ainsi dans les pages du *Temps* du fait que, "à l'évidence, l'espace partagé du Genevois n'est pas vécu comme un lieu investi en commun, comme la concrétisation d'une communauté de destin". Et les signataires du texte d'adopter alors un ton résolument positif : "Les tensions croissantes sur nos territoires exigent aujourd'hui de monter d'un cran dans la coopération et d'aller vers une gouvernance plus efficace et plus démocratique. Tout repli sur soi, toute opposition des catégories les unes contre les autres, alors que tout nous relie, ne ferait qu'accentuer, par un effet d'entraînement fatal, les problématiques et les difficultés. Il nous importe de réaffirmer que l'espace du Grand Genève nous est commun et nous devons le gérer tous ensemble. En nous inspirant de ce qu'ont su faire nos prédécesseurs à leurs époques respectives, il nous appartient de faire fonctionner les institutions existantes avec énergie et conviction" (Collectif d'auteurs, 2015). Mais ces opinions positives semblent noyées dans un océan de récriminations et il est bien difficile de les écouter. Compte tenu de cette situation, le projet politique franco-valdo-genevois passe au second plan et c'est cette ambiance lourde et décourageante qui demeure à la suite de la lecture des deux médias de référence étudiés.

Quel avenir ?

Bien entendu, il faut rappeler, en conclusion, que l'objectif premier, et surtout l'objectif affirmé des concepteurs du projet d'agglomération

franco-valdo-genevois n'a jamais été de créer, ni même de consolider une identité territoriale quelconque. Toutefois, implicitement (et par la force des choses – peut-être à reculons) (Shen, 2012:54), l'adhésion de la population au processus de rapprochement en cours était souhaitée. Pour preuve, de multiples réunions avec la société civile ont été organisées et la communication à destination des médias a aussi répondu à ce but. Dès lors, pour sortir de l'ornière et malgré les dénégations des autorités qui peuvent jurer que c'est la dernière de leur intention, la capacité d'identification des habitants à la nouvelle dimension géographique mise en avant demeure intrinsèquement liée, en partie au moins, aux décisions prises et à prendre dans le cadre du pilotage politique du "Grand Genève", entré fin 2016 dans sa troisième étape (Projet de territoire Grand Genève 2016-2030).

Bibliographie

Barrère C. (et al.), 2005, "Au-delà du capital, le patrimoine ?", in : Barrère C., Barthélémy D., Nieddu M., Vivien F-D. (dirs), *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine*, Paris, L'Harmattan, pp. 7-21.

Borruat R., Cornu D., 2007, *Les médias suisses*, Lausanne, CRFJ.

Bourhis R., Gagnon A., 1994, "Les préjugés, la discrimination et les relations intergroupes", in : Vallerand R. (dir.), *Les Fondements de la psychologie sociale*, Boucherville, Gaëtan Morin Editeur, pp. 708-773.

Chebel M., 1998, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot & Rivages.

Debarbieux B., Velasco-Graciet H., Chichignoud C., Hirt I., 2007, *Identités et territorialités dans l'agglomération franco-valdo-genevoise : la place de la frontière. Une enquête exploratoire sur les pratiques et les représentations de l'espace régional*, Genève, Université de Genève, Cahiers géographiques de Genève, N° 7.

Eco U., 1989, *Lector in fabula*, Paris, Le livre de poche.

Fillol V., 2001, "Le stéréotype comme cliché-concept et comme concept-clé en analyse du discours", in : *Le stéréotype : usages, formes et stratégies : actes du Colloque d'Albi : Langages et signification (CALS)*, Albi, 10-13 juillet 2000, Toulouse, C.A.L.S./C.P.S.T, pp. 45-55.

- Fraser N., 2001, "Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement", *Hermès*, N° 31, pp. 125-156.
- Gonzales P., 1996, "Production journalistique et contrat de lecture : autour d'un entretien avec Eliseo Veron", *Quaderni* Vol. 29, N° 1, pp. 51-59. Document PDF [En ligne], consulté le 6 septembre 2017.
http://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_1996_num_29_1_1157
- Heinich N., 2009, *La fabrique du patrimoine*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Koller V., 2009, "Analyser une identité collective en discours : acteurs sociaux et contextes", *Semen*, N° 27, pp. 69-85.
- Le Floch P., Sonnac N., 2007, *Economie de la presse*, Paris, La Découverte.
- Macé E., 2006, *Les imaginaires médiatiques. Une sociologie postcritique des médias*, Paris, Editions Amsterdam.
- Ollivier B., 2007, *Identités et identification. Sens, mots et techniques*, Paris, Lavoisier.
- Petitclerc A., 2009, "Introduction aux notions de contexte et d'acteurs sociaux en critical discourse analysis", *Semen*, N° 27, pp. 18-31.
- Rieffel R., 2005, *Que sont les médias ?*, Paris, Gallimard.
- Shen Q., 2012, *La production de la métropole transfrontalière : le cas de l'agglomération franco-valdo-genevoise*, Paris, Université Paris-Est, thèse de doctorat. Document PDF [En ligne], consulté le 6 septembre 2017.
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00839523/document>
- Tesnier G., 2010, "Sumballein : réflexions sur l'utilisation du patrimoine symbolique identitaire dans l'analyse du contrat de lecture appliqué à la presse écrite", *Studies in communication sciences*, Vol. 10, N° 1, pp. 157-180.
- Tesnier G., 2016, *Traitement de l'information identitaire (patrimoine symbolique) par les médias écrits et construction politique d'une identité collective de conurbation. Une étude cas : la mise en place du projet franco-valdo-genevois (2005-2008)*, Genève, Université de Genève, thèse de doctorat.
- Thiesse A-M., 2001, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil.
- Veron E., 1985, "L'analyse du 'contrat de lecture' : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports presse", in : Institut de recherches et d'études publicitaires (France), *Les médias : expériences, recherches actuelles, applications*, Paris, IREP, pp. 203-220.

Veron E., 1998, "Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation", in : Charaudeau P. (dir.), *La presse : produit, production, réception*, Paris, Didier, pp. 11-25.

Wodak R., 2009, "Pragmatique et critical discourses analysis : un exemple d'une analyse à la croisée des disciplines", *Semen*, N° 27, pp. 97-125.

Textes politiques et institutionnels (par ordre chronologique)

Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, 2005. *Dossier de presse du 16 juin 2005*. Consulté le 6 septembre 2017.

http://www.grand-geneve.org/sites/default/files/fichiers/espace-presse/1-ConferencesPresse2005-2008/7_presse.pdf

Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, 2007. *Rapport d'étape du 31 janvier 2007*. Consulté le 6 septembre 2017.

http://www.grand-geneve.org/sites/default/files/fichiers/projet-agglomeration1/avant-projet/4_document1rapportetape.pdf

Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, 2007. *Communiqué de presse du 30 avril 2007*. Consulté le 6 septembre 2017.

http://www.grand-geneve.org/sites/default/files/fichiers/espace-presse/2-CommuniquésPresse2006-2009/24_franco-valdo-genevoisphasedecisive.pdf

Projet d'agglomération franco-valdo-genevois, 2007. *Charte d'engagement du 5 décembre 2007*. Consulté le 6 septembre 2017.

http://www.grand-geneve.org/sites/default/files/fichiers/projet-agglomeration1/charte/1_charteengagementprojetagglom.pdf

Textes médiatiques (par ordre chronologique)

Dudonné S., 2005, "Un projet d'agglomération pour bâtir l'avenir ensemble", *Le Dauphiné Libéré*, 19 juin 2005.

Vachey P., 2005, "Un projet qui s'accélère", *Le Messenger*, 23 juin 2005.

Landrin S., 2005, "Entre France et Suisse, la naissance d'une agglomération transfrontalière", *Le Monde*, 9 septembre 2005.

Budry E., 2006, "La région se construit : la preuve en trois projets", *La Tribune de Genève*, 10 avril 2006.

Le Dauphiné Libéré, 2006, "Le projet d'agglomération avance", *Le Dauphiné Libéré*, 23 septembre 2006.

Jourdan A., 2006, "Les Suisses ne sont pas toujours bien vus en France voisine", *La Tribune de Genève*, 15 décembre 2006.

Jourdan A., 2007, "Un projet soutenu par l'Etat", *La Tribune de Genève*, 13 février 2007.

Poncet C., 2007, "L'agglomération transfrontalière existe déjà dans les esprits", *Le Dauphiné Libéré*, 19 avril 2007.

Bieler, 2007, "Un avenir pour l'agglomération franco-valdo-genevoise", *24 Heures*, 18 juin 2007.

Favre A., 2012, "Le 'FraVauGe', son lac, ses vergers, ses forêts : horreur, malheur. Les habitants de l'imprononçable agglomération franco-valdo-genevoise ont choisi de baptiser cet espace en devenir le 'Grand Genève'", *Le Temps*, 5 mai 2012.

Barthet E., 2013, "Ils nous disent qu'on vient voler le pain des bons Suisses", *Le Monde*, 23 janvier 2013.

Collectif d'auteurs, 2015, "Grand Genève : sortir de la division, passer à l'action", *Le Temps*, 3 mars 2015.

Prieur M., 2016, "Le Grand Genève ne fait pas sens pour les Vaudois", *La Tribune de Genève*, 23 novembre 2016.

Favre A., 2016, "Pascal Broulis méconnaît les enjeux du Grand Genève", *Le Temps*, 24 novembre 2016.

Zaki M., 2017, "Délaissé, le Grand Genève pourrait renaître de ses cendres", *Bilan*, 24 avril 2017.